



Rentrée 2007

# Un plan de rigueur contre le pouvoir d'achat

*Au cours de la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a tout promis et à tout le monde : hausse des salaires, baisse des cotisations et des prélèvements, stabilité des prix, revalorisation des pensions... le tout fondé sur une croissance en hausse, des déficits en baisse et un commerce extérieur restauré.*

*100 jours plus tard, où en est-on ? La croissance française est inférieure de moitié à celle annoncée (1,8 % contre 2,5 %), du fait de la détérioration du commerce extérieur (15 milliards d'euros en six mois), de la faiblesse de l'investissement et des créations d'emplois (nuls au second trimestre). En conséquence, les comptes publics se dégradent (+34 milliards d'euros de dettes) et le pouvoir d'achat patine.*

*Alors que les prix du transport, du logement et des produits de première nécessité dérapent (baguette, produits laitiers...)*

*Nicolas Sarkozy a choisi de discourir au lieu d'agir.*

*Alors que les salaires des fonctionnaires devaient être revalorisés, la ministre de l'Économie annonce un plan de rigueur.*

*Alors que les salaires du privé devaient être accrus grâce à la négociation, le gouvernement se limite aux incantations.*

*Le recul du pouvoir d'achat n'est pas une fatalité. Il est la résultante d'une inaction coupable, celle de Nicolas Sarkozy et de sa majorité, qui ont préféré voter des lois inutiles et dépenser 15 milliards d'euros pour abaisser massivement l'imposition de quelques ménages fortunés et favoriser la rente, au détriment de l'activité et de la justice fiscale.*

*Cette irresponsabilité fautive aura un coût, et le gouvernement dessine déjà les contours des de la facture qu'il va présenter : franchises médicales, TVA, CRDS, pseudo-financement du plan alzheimer, « impôt minimum ».*

## Ce que le gouvernement projette

### L'augmentation de la TVA

Le débat sur la TVA sociale n'est pas clos. Une augmentation de celle-ci pèserait directement sur les consommateurs et les ménages alors que les cotisations patronales, elles, baisseraient.

### La création de franchises médicales

Cette mesure est déjà au programme. Chaque patient pourrait payer 50 centimes de sa poche pour chaque boîte de médicament achetée. Ce dispositif s'ajoute à l'inflation des remboursements constatée depuis trois ans, et au forfait de 1 euro pour chaque acte médical. Les franchises s'élèveraient, pour l'instant, à 50 euros maximum par an.

### L'augmentation de la CRDS

Ce dispositif viserait directement l'ensemble des assurés sociaux. Aujourd'hui le taux de la CRDS (contribution pour le remboursement de la dette sociale) est fixé à 0,5 % du revenu, quel qu'il soit.

## Nicolas Sarkozy, le coup d'éclat permanent

Ce qui compte, c'est l'événement du jour, l'annonce bruyante, le déplacement improvisé, l'initiative fracassante. Pas de bilan donc pas de véritables solutions. L'émotion remplace la raison. La compassion, médiatique, avec les accidentés de la vie sert de prétexte à l'annonce d'une loi nouvelle, la réponse mécanique à l'inapplication de la précédente. La parole remplace la décision. Nicolas Sarkozy nomme les problèmes plutôt que de les traiter.

## Les choix que les socialistes proposent :

- agir sur la formation des prix et des loyers
- modifier le rapport entre producteurs et distributeurs
  - voter un bouclier logement
- augmenter l'allocation de rentrée scolaire
  - soutenir l'investissement des PME
- réduire les déficits et préparer l'avenir en donnant la priorité à la formation, la recherche, l'environnement et le logement